

# Digger poursuit sa mission en Ukraine malgré une mauvaise nouvelle

**TAVANNES** La fondation Digger, active dans le déminage humanitaire, a reçu, mercredi soir, un chèque de 12 500 fr. remis par le Rotary-club Les Reussilles. L'occasion de faire le point sur l'activité de la structure tavannoise en Ukraine. Actuellement, deux de ses machines de déminage travaillent dans ce pays d'Europe de l'Est en guerre avec le voisin russe. Ces dernières sont utilisées par la protection civile ukrainienne. Un troisième engin Digger est en cours de construction et prendra tout prochainement la direction du conflit.



Frédéric Guerne devant l'une de ses machines en compagnie de Ioulia Svyrydenko, Première ministre d'Ukraine, à Lausanne en octobre lors d'un sommet sur le déminage.

## Sortie du traité sur les mines

Dernièrement, le directeur de la fondation Frédéric Guerne a accueilli avec regret la décision du Gouvernement ukrainien de se retirer du traité d'Ottawa. Convention signée en 1993 par 133 pays, elle prône l'interdiction d'employer, stocker, et produire des mines antipersonnel. «Cette nouvelle me désole. Mais je ne suis pas à la place des soldats ukrainiens. Toutefois, même si c'est pour défendre ses frontières, l'utilisation de mines provoque et laisse de considérables dégâts. En coulisses, il était connu que l'Ukraine utilisait déjà des mines», indi-

que Frédéric Guerne, qui assure cependant maintenir son action «car en bout de chaîne, ce sont les civils qui n'ont rien demandé qui souffrent. On ne veut pas les punir.» Relevons que Russie, États-Unis ou encore Israël n'ont, eux, jamais signé ledit traité.

«Celui-ci a été signé en temps de paix et avait pour but que, dans les 10 ans, la plupart des territoires aient pu être déminés. Trente ans plus tard, on en est loin. C'est un peu un traité en carton, mais il a au moins permis de mettre le sujet des mines sur la table. Je m'inquiète toutefois d'un effet domino», poursuit-il.

Côté réjouissance, le directeur de Digger salue la poursuite des actions menées dans les écoles de la région pour récolter des fonds afin de financer une machine de déminage. «On n'atteindra pas le million de francs: seul 4% de cet objectif a pour l'heure été récolté. Mais l'important est qu'une masse d'élèves est désormais sensibilisée à la cause. Le contact noué avec les jeunes quand ils viennent nous visiter ou lorsque nous allons dans leurs classes m'enthousiasme. De plus, nous avons reçu le soutien de l'Instruction publique du canton de Berne qui souhaite étendre le projet à la partie alémanique.» JGI